

AUX LARMES GENEVE ! **Fiascos à gogo**

... ou comment l'argent de l'Etat finit à la poubelle

Dans le classement des déconfitures, Genève fait fort.

L'incompétence de certains départements ruine notre canton. On peut citer le Département des finances avec le scandale de l'Office des poursuites, et les retards récurrents dans la fiscalité, le Département de la Sécurité qui a réussi à démotiver son personnel par une organisation anarchique.

Sans compter la présidence du Conseil d'Etat qui s'occupe davantage de cette bêtise du Grand Genève et des frontaliers que des préoccupations de nos citoyens genevois.

Ces trois Départements sont sinistrés et ont besoin d'une vraie reprise en main.



La population et la fonction publique n'en peuvent plus des couacs réguliers de certains conseillers d'Etat et de leurs directions.

**Citoyens genevois
en colère**

**Le MCG
vous comprend**

Ensemble *battons-nous pour
une Genève forte*

Sondage MCG : vos réponses en pages 8 et 9

EDITO

Vous avez le dernier mot!

Vous avez été très nombreux à répondre au sondage publié dans le journal «Le Citoyen» de mars dernier qui vous donnait la parole sous le titre «Avec le MCG, vous avez le dernier mot».

Vous trouverez à la fin du journal de larges extraits de vos propositions, suggestions et autres idées. Cela figure également sur notre nouveau site internet www.mcge.ch, que nous vous invitons à découvrir.

Il ressort de ce sondage que les questions qui vous intéressent le plus sont l'emploi pour les résidents genevois, l'assurance-maladie, l'insécurité, le trafic transfrontalier, les retraites, le pouvoir d'achat, etc.

Nous tenons à remercier tous les participants à ce sondage qui va nous aider à défendre au mieux vos idées au Grand Conseil, dans les conseils municipaux et au Conseil national. C'est ce que nous ferons notamment dans le cadre des élections cantonales d'avril 2018.

Nous sommes bien évidemment toujours ouverts à de nouvelles propositions de citoyennes et de citoyens. C'est ensemble que nous améliorerons notre vie quotidienne.



Ana ROCH
Présidente
du MCG

Les couacs qui nous coûtent

ETAT DE GENEVE

Le gâchis !

Entre les flambeurs de l'argent public et les incompetents, Genève est bien servie.

Sur un budget de près de 8 milliards de francs, on n'ose pas imaginer l'argent perdu par une organisation étatique désastreuse dans bien des départements. Ce que nous apprenons souvent par les médias, n'est probablement que la pointe de l'iceberg.

Prenons l'exemple du service des contraventions sous la houlette du département du PLR Maudet. La mauvaise gestion de ce service a engendré des pertes gigantesques et qui manqueront lourdement dans le fonctionnement de l'Etat.

«Derrière chaque franc il y a un sacrifice»

Ce type de pertes devra être compensé par l'impôt, c'est-à-dire par vous et par nous. Alors que derrière chaque franc il y a un sacrifice qui a été fait par un contribuable.

Parlons du Grand Genève, promotionné par le Département présidentiel du PLR Longchamp, qui accepte quasiment tous les projets transfrontaliers proposés par les collectivités publiques françaises, voisines de notre canton. Comme d'habitude, les grands payeurs sont vous et nous. Sans compter que la plupart de ces infrastructures servent aux frontaliers qui viennent piquer notre boulot. Tel un flambeur, ce magistrat sert plus les intérêts français que ceux des Genevois.

Ces deux cas, qui relèvent de l'incompétence et de l'esprit de gaspillages sont révélateurs d'un malaise crasse.

Les donneurs de leçons...

On remarque que les partis politiques de droite - en particulier le PLR - qui font l'éloge du management privé, sont ceux qui ont les Départements avec une gestion pitoyable.



Résistance collective contre le gaspillage de notre argent

Il fut un temps où ces mêmes partis prônaient le salaire au mérite, heureusement que leurs conseillers d'Etat ne sont pas tributaires d'une telle règle... ils nous devraient de l'argent! N'oublions pas que tous ces dysfonctionnements alourdissent considérablement les finances publiques. Par conséquent, ils ne sont pas étrangers à la dette abyssale de notre canton qui est le fruit de leur mauvaise gestion.

Frontaliers: assez !

ETAT DE GENEVE

Gestion catastrophique

Toujours dans le palmarès des dépenses calamiteuses, nous pouvons épingle le CEVA, dont la facture finale sera très salée et aura des effets sur les investissements futurs de notre canton.

Ils auraient été bien plus utiles que cet aspirateur à frontaliers, qui en plus permettra au «tourisme» de la délinquance d'arriver plus facilement.

Longchamp grand prédicateur

A la décharge de M. Barthassat nous ne pouvons pas lui imputer la débâcle de ce dossier, puisqu'il l'a repris récemment. Ce qui n'est pas le cas du PLR. Longchamp, grand prédicateur du Grand Genève, a milité activement pour le CEVA.

En attendant, nos arrière-petits-enfants paieront encore la note de ce projet aussi peu judicieux pour les Genevois.

Cadeau royal à la France

Dans le gaspillage organisé, nous versons à la France 280 millions de francs chaque année, à titre de générosité, en vertu d'une vieille convention. Nous avons alors instauré une mendicité institutionnelle au profit de nos voisins français.

Pour preuve, toute remise en question de ce montant de 280 millions rend très désagréables certains élus, en particulier Monsieur Veillard, le maire de la bourgade de Saint-Julien.

A ce sujet, le MCG va revenir à la charge pour supprimer cette allocation automatique.



Contribuables maltraités

Nombreux sont les contribuables genevois, agacés par la lenteur du traitement des dossiers à l'Administration fiscale. Il n'est pas normal, pour de simples déclarations de personnes physiques, que leurs bordereaux mettent un temps souvent excessif pour parvenir au contribuable. Cette situation désorientée le citoyen dans la projection de ses budgets ménagers, ne sachant pas s'il va devoir de l'argent en raison d'une augmentation de la taxation. La gestion de ce département est à revoir de fond en comble afin de la rendre plus efficace et pas forcément plus coûteuse, voire moins. Sans compter que, lorsque vous faites une réclamation, vous pouvez attendre un temps inouï avant d'obtenir une décision. Pendant ce temps,

le contribuable paiera des intérêts moratoires coûteux dus à la lenteur de l'administration.

Pour cela, il faudrait qu'elle soit déjà nettement moins tâtilonne et exige moins de paperasse. Le MCG avait déposé un texte parlementaire pour réduire le nombre de justificatifs, comme le fait avec succès le canton de Vaud. Il est temps que le PDC Dal Busco se réveille et prenne l'air du temps.

Trop d'enseignants frontaliers

Nous dénonçons une présence importante d'enseignants frontaliers à tous les niveaux du Département de l'instruction publique. Selon les statistiques publiées suite à une question posée au Conseil d'Etat par le MCG, nous avons été abasourdis du nombre de frontaliers

qui enseignent dans nos écoles. Nous n'osons pas imaginer, sans la directive transversale dite de «priorité nationale», ce que cela serait aujourd'hui. Pour le MCG, il est évident que nos enseignants soient imprégnés de la mentalité et des us et coutumes locaux, ce qui n'est pas le cas pour nombre de ces personnes. Nous ne comprenons pas ce manque d'enseignants locaux alors que notre canton compte suffisamment de jeunes qualifiés et que n'avons rien à envier au système scolaire français, très mal classé dans l'évaluation internationale PISA.. Là aussi, le Département de l'instruction publique manque de vision.

Promotion économique sinistrée

Le Département de la sécurité et de l'économie a-t-il les compétences pour s'occuper de la promotion économique? Après avoir licencié la direction du Service de promotion économique, ce qui ressemblait plus à un règlement de comptes qu'à autre chose, nous constatons aujourd'hui que la politique en la matière est catastrophique. Bon nombre de PME se plaignent du manque de soutien d'accompagnement lorsqu'elles développent des technologies de pointe. Par exemple, dans la Tribune de Genève du 18 mai, il a été fait mention d'une entreprise de pointe, ayant développé un produit de haute technologie qui va probablement bouleverser les modes de transport non polluants. Cette entreprise qui a développé un partenariat chinois est très déçue du manque de soutien de la Promotion économique et du DSE du PLR Maudet, qui n'ont pas jugé bon d'accompagner cette entreprise quand il le fallait.

OFFICE DES POURSUITES

La débâcle

Votation contre la hausse des tarifs TPG

Victoire du MCG

Pour la troisième fois consécutive, le Peuple a été appelé à se prononcer sur une hausse des tarifs des TPG. Estimant que le prix est déjà suffisamment élevé et que toute augmentation ne se justifie pas pour l'instant, le MCG a participé activement au lancement d'un référendum.

Le dimanche 21 mai, les électeurs ont tranché contre cette augmentation proposée par le Conseil d'Etat et soutenue par les partis de droite et les Verts. Nous remercions les Genevoises et les Genevois de la confiance qu'ils nous ont accordée dans cet acte démocratique.

Nous veillerons à maintenir la qualité des transports publics et qu'il y ait une meilleure gestion, sans gaspillage, afin d'assurer une excellente prestation au meilleur prix.

Préserver votre pouvoir d'achat reste l'une de nos priorités.



Rien ne va plus à l'Office des poursuites. Au printemps 2016, le nouveau système informatique a créé des problèmes considérables - des dizaines de milliers de doublons, de nombreuses erreurs, etc. - qui ont déstabilisé les clients mais aussi le personnel de l'Office. A cela s'ajoutent d'autres difficultés de gestion du personnel.

Deux députés (MCG et PS) ont enquêté pendant près d'une année, dans le cadre de la Commission de contrôle de gestion, en auditionnant un nombre considérable de personnes (Département, direction, employés, etc.) et ont

rendu un rapport sévère.

Des employés souffrent de burn-out ou sont simplement démotivés par l'état actuel de cet office. Cette crise de l'Office des poursuites n'est plus supportable pour les habitants et les entreprises de notre canton qui ont besoin d'une structure performante. Ce qui n'est pas le cas de l'Office aujourd'hui.

Il avait pourtant fait l'objet de plusieurs remises à niveau durant les dernières décennies. Il est invraisemblable que le département de Serge Dal Busco ait laissé pourrir la situation. Dès les premiers signaux, il fallait réagir de manière beaucoup plus déterminée et ne pas attendre que cela soit à la Commission de contrôle de gestion du Grand Conseil d'intervenir à sa place. On n'ose pas imaginer l'ampleur du désastre si ladite commission n'était pas intervenue.

Sans compter les coûts déjà très élevés pour régler cette crise.

Quant au rapport établi par les deux députés Sandra Golay (MCG) et Alberto Velasco (PS), il a été accepté à une très large majorité par le Grand Conseil tout dernièrement.



**Le MCG
avec vous
pour vous**

DANGER DES LOBBYISTES

Le Peuple détient-il encore le pouvoir?

Les élus de notre pays restent-ils encore proches de leurs concitoyens ou sont-ils à la solde de lobbys qui défendent des intérêts particuliers?

Cette question revient de plus en plus dans le débat public, lorsque l'on voit le nombre de représentants, soi-disant du Peuple, qui siègent dans des organismes privés.

Influence d'intérêts privés

Bien évidemment, il n'est nullement question de viser les associations qui ont un but purement idéal ou les conseils d'administration de collectivités publiques, mais bien d'entreprises privées qui cherchent ainsi à augmenter leur influence par le biais de parlementaires de tous niveaux politiques.

Nous pouvons aussi admettre que les élus répondent aux nombreuses invitations pour des conférences et autres séminaires, afin de s'informer sur les positions des diverses branches économiques.

Rémunération en échange

Ce qui dérange une bonne partie de la population, ce sont les rémunérations que peuvent obtenir ces élus. En effet, en touchant des sommes importantes de ces organismes privés où ils siègent, ils ont les mains liées dans



Les lobbyistes ont le bras long !

le cadre de leurs décisions à prendre dans les différents parlements.

Les citoyens peuvent dès lors s'interroger envers qui leur loyauté sera accordée, soit pour le Peuple soit pour les lobbys.

Pour nous, l'influence de l'argent donne la réponse à cette interrogation.

A Berne, les lobbyistes sont omniprésents dans les couloirs du Palais fédéral, à l'affût de

tout parlementaire prêt à les écouter.

D'ailleurs, le Conseil des Etats a décidé de fermer leur salle de travail joutant leur conseil, pour mettre un terme à la présence de ces personnes envahissantes. Le Conseil national, qui regroupe un bon nombre de ces élus siégeant dans ces conseils, n'a pris aucune décision pour restreindre l'accès des lobbyistes.

Connivence

Ce qui est fou, c'est que même des journaux interrogent les lobbyistes pour évaluer la qualité des conseillers nationaux. Ainsi, le défunt journal «L'Hebdo» n'a pas hésité à consulter les lobbyistes pour juger et classer les parlementaires fédéraux, favorisant ainsi la connivence entre les lobbys et les représentants du Peuple.

Liaisons dangereuses

Si le MCG est à l'écoute de toutes les branches économiques et accepte volontiers le débat, il se tient en retrait de ces liaisons dangereuses pour la démocratie. Nous laissons à d'autres le soin de se faire les apôtres des lobbys.

Journal «Le Citoyen», organe du MCG.

Rédaction: Ana Roch, Roger Golay, François Baertschi.

MCG, case postale 155, 1211 Genève 13. www.mcge.ch

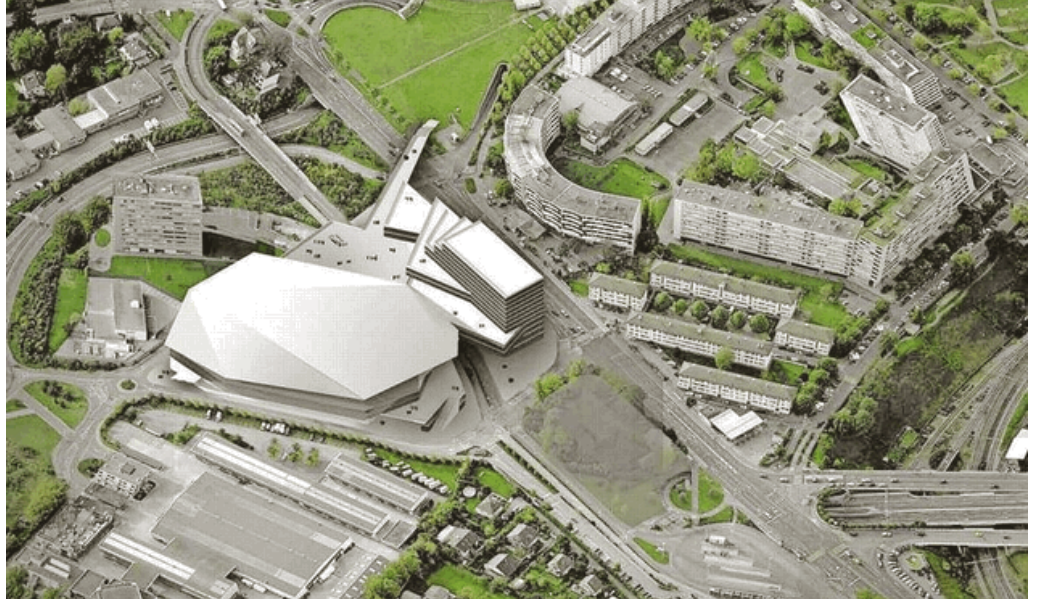
Avec le MCG rendons le pouvoir au Peuple !

Nouvelle patinoire: retard inadmissible

Les Genevois attendent et attendent encore depuis des années la nouvelle patinoire. Le projet de «Trèfle blanc», au Bachet-de-Pesay, tant désiré par une bonne partie de la population, est toujours coincé dans un processus bureaucratique interminable. Ce qui est scandaleux.

Ce projet dispose d'une multitude d'atouts. Il est situé à proximité d'une sortie d'autoroute, sur l'un des lieux les mieux desservis en matière de transports publics. Il comportera des surfaces commerciales qui assureront un financement pérenne. Tout est réuni pour en faire un succès. De plus, d'importants financements privés participeraient à sa construction.

Etant donné la vétusté de la patinoire des Vernets, qui ne répond plus aux normes, le Servette GSHC doit impérativement disposer d'une nouvelle patinoire, d'autant plus que cette équipe enthousiasme des milliers de spectateurs. Parallèlement, le canton a donné 45 millions pour le théâtre de la Nouvelle Comédie, en plus des 45 millions de la Ville. Pendant ce temps, on ergote



pour 15 à 20 millions de financement public pour la patinoire. Le sport est vraiment le parent pauvre du canton de Genève. Si on peut comprendre que le dossier doit être minutieusement étudié avec toutes les garanties valables, il est certain que le Département des finances ne se presse pas, ce qui est inadmissible. Le rythme choisi ne répond pas aux attentes de nombreux

citoyens genevois. Notre patience a des limites.

Le Mouvement Citoyens Genevois exige davantage de rapidité dans le traitement de ce dossier.

Les services du Département de M. Dal Busco doivent agir au lieu de roupiller afin que cette patinoire puisse voir le jour !

Enfin, nos écoles rénovées

Les interventions du MCG portent leurs fruits

Lorsque nous avons lancé, en 2013, le référendum contre le financement par Genève des parkings en France voisine et lorsque nous avons été suivis par les citoyens genevois, nous avons commencé à dénoncer l'état déplorable des bâtiments scolaires du canton.

A ce moment-là, nous estimions qu'il était plus urgent de rénover nos écoles que de construire des parkings pour les Français.

De ce fait, la mise à niveau des cycles d'orientation et autres lieux scolaires est devenue l'une de nos priorités. En effet, ce combat que nous



avons mené a fait l'objet de très nombreuses interventions menées par le MCG. Aujourd'hui, nous constatons que nos démarches portent leurs fruits, puisque l'Etat a déjà investi depuis 2014 la somme de 262 millions de francs pour améliorer le confort et la sécurité de nos jeunes. Afin qu'ils puissent étudier dans des conditions acceptables.

Le Mouvement Citoyens Genevois est satisfait du résultat. Il nous encourage à poursuivre d'autres combats pour le bien-être de notre population.

Visitez notre site www.mcge.ch

Pataugeoire d'Onex sauvée

Nos enfants pourront continuer de s'épanouir dans ce bassin, grâce au succès du référendum

Le MCG s'est pleinement engagé dans le combat pour préserver la pataugeoire d'Onex. D'abord pour réussir le référendum et ensuite mener la campagne contre les arguments fallacieux du Conseil administratif incorpore.

à l'égard des habitants de cette commune. Le MCG, proche des citoyens, a tout de suite détecté que ce projet de destruction déplaçait fortement aux Onésiens, qui se sont révoltés contre cette décision irresponsable.

Pas d'écoute de la part du Conseil administratif

A 64%, la population onésienne a donné raison à notre comité référendaire le dimanche 21 mai 2017.

Nous sommes ravis de ce résultat. Toutefois, il démontre le peu d'écoute des magistrats onésiens

Un loisir gratuit et apprécié

En effet, c'est un loisir populaire et gratuit, très apprécié, qui risquait de disparaître.

Le MCG est actif dans de nombreuses communes et n'hésite pas à lancer des référendums pour relayer vos préoccupations.



La pataugeoire d'Onex, un lieu apprécié des familles et des enfants.

Gros plongeon pour le Conseil administratif de la commune d'Onex



Le MCG aux côtés des habitants

Théâtre de Carouge: victoire du bon sens

Enfin, les électeurs de Carouge pourront voter contre un projet mégalomane à 54 millions de francs, pour démolir-rebâtir un théâtre construit il y a un peu plus de 40 ans. Grâce au référendum lancé par le MCG malgré l'hostilité de tous les autres partis et le harcèlement scandaleux de certains, le peuple aura le dernier mot.

Ce théâtre à l'italienne, construit par des architectes locaux, est apprécié de nombreux Carougeois.

Il est absurde de vouloir le détruire. Ce projet se place tout à fait dans la politique de folie des grandeurs qui augmentera encore plus la dette publique.

Après avoir jeté l'argent par les fenêtres, il sera nécessaire de faire des économies sur

les prestations nécessaires pour la population. Pourquoi faut-il détruire un théâtre du patrimoine carougeois à coup de dizaines de millions de francs? La cité sarde comprend d'ailleurs plusieurs autres salles de théâtre qui peuvent tout à fait compléter le dispositif actuel.

Le MCG est favorable à une saine gestion des finances publiques, en s'opposant aux projets mégalomanes et très coûteux tel ce projet ou, par exemple, la rénovation de la nouvelle salle du Grand Conseil.

Nous devons en priorité investir dans des équipements raisonnables au niveau financier, en pensant avant tout aux contribuables.

Conseil municipaux: élections de cinq présidents MCG

Notre Mouvement se réjouit de pouvoir compter sur cinq présidents (dont trois présidentes) de Conseils municipaux pour l'année 2017-2018 qui commence en juin.

Il s'agit des communes d'Onex, de Carouge, Plan-les-Ouates, Chêne-Bourg et Versoix.

Le MCG est très actif dans les communes genevoises, où il intervient sur une multitude de sujets, pour défendre l'intérêt général avant tout.

Vos propositions, vos idées, Emploi, frontaliers, sécurité,

Vous trouverez ci-dessous des propositions faites à l'occasion de ce sondage, lancé en mars dans le journal «Le Citoyen». C'est l'opinion des habitantes et habitants de notre canton. Merci à tous les participants qui permettent le développement du débat démocratique. Ces propositions seront attentivement examinées pour améliorer la vie des citoyennes et citoyens.

«Introduire des quotas de frontaliers»

- Arrêter de chercher à accueillir et loger toujours plus de réfugiés.
- Limiter l'augmentation exorbitante des primes d'assurance maladie, la hausse des loyers et du chauffage.
- Supprimer Billag (redevance radio-TV).
- Obligation pour les directeurs d'établissements publics d'être Suisses et de résider à Genève.
- Dénoncer le « grand Genève »
- Interdire aux juges d'être affiliés politiquement en particulier lors de leur candidature
- Obligation d'être Suisse pour travailler dans le recrutement
- Faire une loi pour empêcher l'accès des non-Suisses aux postes clés aux seins des RH et des agences de recrutement
- Renégocier les accords de libre-circulation.
- Réintroduire des quotas frontaliers (pas plus de 50'000 et maximum 20% dans les entreprises)
- Modifier le calcul du taux de chômage en intégrant dans les statistiques les personnes à l'Hospice général (chômeurs en fin de droit)
- Faire voter une loi pour faire baisser les salaires des grands patrons des services publics et des magistrats communaux, cantonaux et fédéraux
- Ne pas régulariser les sans-papiers
- Faire une votation populaire sur le « grand Genève »

«Maintenir l'âge de la retraite»

- Plus aucun frontalier dans l'administration publique, que feront-ils en cas de conflit avec leur pays ?
- Faire respecter les lois suisses par les étrangers.
- Maintenir l'âge de la retraite à l'état actuel.
- Ne plus délivrer de permis B aux migrants.
- Ne plus faire profiter les frontaliers du système de formation, les français viennent à Genève se former aux frais des contribuables genevois pour ensuite leur prendre leur emploi
- Créer une structure pour répertorier les plaintes des genevois victimes de discrimination à l'embauche
- Permettre à la population de révoquer les élus et



Frontaliers: préoccupation No 1

les fonctionnaires

- Former des experts pour faire de la sensibilisation dans les entreprises publiques et privées sur l'importance d'embaucher des résidents genevois, en visant particulièrement les cadres et les services de ressources humaines
- Créer plus de places de travail et d'apprentissage pour les jeunes
- Rendre le « grand Genève » moins attractif aux hordes de frontaliers en créant par exemple une monnaie locale valable uniquement entre Genève et Vaud.

«Baisser le salaire des patrons des services publics»

- Placer des sympathisants MCG à des postes RH dans les secteurs publics et privés
- Payer un bonus fiscal aux PME qui engagent des résidents (diminution de l'impact carbone et du chômage).
- Faire réaliser périodiquement par l'Etat un inventaire/une nomenclature des chômeurs par professions/qualifications, par exemple : 50 bouchers, 80 carreleurs, 100 peintres en bâtiment, etc. Ceci permettra d'identifier les forces de travail en présence pour les faire correspondre ensuite aux besoins réels de notre économie.
- Dénoncer les cas d'embauche de frontaliers à des fonctions importantes faites sur la base de diplômes de grandes écoles et attestations complètement falsifiées.

- Dénoncer les cas d'embauche entre petits-copains frontaliers, notamment aux seins des administrations municipales
- Favoriser dans chaque commune la sous-traitance pour limiter le nombre de salariés directs et faire diminuer les charges, retraites, etc.
- Renforcer le contrôle et les sanctions contre les employeurs qui ne respectent pas la Charte sur la préférence cantonale à l'embauche
- Faire payer les employeurs qui n'embauchent que des frontaliers
- Faire pression sur les grands distributeurs (Coop, Migros, etc.) afin qu'ils relocalisent sur le canton le recrutement de leurs collaborateurs

«Contingenter les permis de travail»

- Réintroduire des contingents de permis de travail
- Baisser les salaires des grands patrons des services publics et des caisses d'assurances maladie
- Accorder des permis de travail aux frontaliers seulement dans les secteurs où l'économie genevoise connaît une pénurie (hôtellerie, restauration, etc.)
- Ne plus privilégier les français qui viennent prendre les places de travail, font du mobing sur les Suisses une fois en place pour leur faire quitter leur emploi et les remplacer par d'autres frontaliers qui demanderont ensuite les mêmes droits et surtout les mêmes salaires que les Suisses qu'ils ont mis au chômage
- Mieux valoriser les acquis professionnel du per-

vos suggestions

assurance-maladie, CEVA



S.O.S assurances-maladie !

sonnel local, afin de leur permettre d'accéder à des formations ou de monter en grade au sein de l'entreprise ; aux HUG par exemple, une aide-soignante suisse qui fait une demande de validation d'acquis aura moins de chance qu'une frontalière, car les frontaliers se favorisent entre eux par le biais d'un système « clanique » pour profiter au maximum du système et faire barrage aux Suisses.

«Mieux contrôler les ressources humaines»

- Empêcher les non-Suisses d'avoir des postes clés aux seins des RH (ressources humaines) et des agences de recrutement, ou obliger les recruteurs à prendre d'abord les Suisses pour les postes vacants
- Mettre les migrants au travail
- Permettre aux petits commerçants d'ouvrir le week-end pour lutter contre le tourisme d'achat en France voisine et renforcer le potentiel touristique genevois
- Dénoncer publiquement les patrons qui embauchent systématiquement de la main-d'œuvre frontalière (enquête administrative pour non-respect du règlement, ou licenciement)
- Taxer les travailleurs frontaliers sans qualification afin d'avoir une cotisation aux caisses sociales pour décourager les patrons genevois d'embaucher des frontaliers à moindre coût, alors que les genevois feraient tout aussi bien l'affaire.
- Instauration de « privilège » aux résidents du

canton à CV équivalents pour les nouveaux postes dans les services de l'Etat

- Un seul directeur dans les administrations publiques et parapubliques, plus de chef de service et de directeurs-adjoints
- Plus aucun engagement de frontaliers dans les postes à responsabilités au sein de l'administration publique

«Améliorer le système d'assurance-maladie»

- Limiter l'augmentation exorbitante des primes d'assurance maladie
- Instaurer une caisse maladie unique cantonale pour améliorer la gestion de la facturation médicale
- Améliorer la prise en charge, les soins et infrastructures au niveau de la psychiatrie et des EMS où il y a beaucoup de maltraitance et de dérapages sans que cela ne se sache
- Eliminer les franchises des primes de l'assurance maladie
- Ajuster les primes en fonction du revenu.
- Augmenter la couverture de prestations comme les soins dentaires
- Faire abroger l'obligation de l'assurance de base
- Assurance maladie gratuite pour les enfants de la naissance jusqu'à la fin des études
- Non à la dépénalisation du cannabis et à sa vente libre dans les kiosques
- Augmenter le budget des soins, la santé étant le bien le plus précieux.

«Livrer la guerre aux dealers»

- Livrer la guerre aux trafiquants de drogues multirécidivistes qui opèrent en toute impunité parfois même jusque devant l'entrée des immeubles
- Renvoi dans leur pays d'origine des dealers multirécidivistes en situation irrégulière
- Installer des caméras de surveillance 360° (son+image) sur la plaine de Plainpalais et à la rue de l'École-de-Médecine
- Augmenter la rapidité d'intervention de la police sur appel
- Davantage de patrouille de police en civil
- Augmenter les horaires de la police municipale afin qu'elle puisse agir 24/24, 7/7
- Que les agressions subies par des Genevois sur la voie publique soient systématiquement enregistrées par la police; la haute hiérarchie ne doit pas essayer de dissuader les victimes pour faire baisser les statistiques sur la criminalité à Genève

«Office des poursuites plus humain»

- Organiser des manifestations pour dénoncer les dégradations des conditions de vie à Genève et notamment des cas de discrimination à l'embauche au profit de main d'œuvre frontalière
- Changer la méthode de calcul du taux de chômage en intégrant systématiquement les personnes à l'assistance publique dans le décompte statistique
- Permettre aux couples mariés à l'AVS de percevoir deux rentes distinctes, comme les couples en concubinage, plutôt qu'une seule rente amputée
- Dénoncer les coûts du Quai 9, association pour les drogués
- Un traitement plus humain envers les personnes ayant un dossier ouvert à l'office des poursuites qui reste inscrit à vie et condamne leur existence (plus de droit au logement, à l'emploi, à la consommation, etc.)
- Dénoncer le manque d'enseignants et la surpopulation dans nos écoles
- Renforcer la lutte contre le travail au noir
- Arrêter d'imposer les retraités à l'AVS ayant travaillé toute leur vie
- Favoriser la solidarité entre générations et classes socio-professionnelles
- Ne plus compter la cuisine comme une pièce dans un logement.
- Davantage de logement pour les jeunes
- Baisser les prix du logement
- Virer les architectes incompétents qui construisent des bâtiments nouveaux qui rendent la ville de plus en plus moche

Vos propositions transports, TV, retraite...

- Transformer les bureaux vides en habitations
- Faciliter l'accès à la propriété pour les résidents genevois

«Une vignette pour les frontaliers»

- Création d'une taxe pour les frontaliers permis G qui entrent et sortent chaque jour du canton en étant seul dans leur véhicule
- Instaurer une vignette autoroutière pour les frontaliers qui continueront de venir travailler à Genève sans utiliser le CEVA pendant les jours de semaine
- Instaurer une vignette pour pouvoir accéder en ville à un prix moins avantageux que l'abonnement bus/parking – offrir cette vignette aux résidents genevois sur présentation de leur déclaration d'impôts sur le canton
- Créer un impôt « transports publics » équivalent au prix d'un abonnement annuel des TPG pour les frontaliers et pendulaires qui viennent en voiture et qui n'utilisent pas les transports publics
- Obligation pour les frontaliers qui travaillent sur Genève de laisser leur véhicule à la frontière franco-suisse (côté français)
- Créer des navettes pour les frontaliers à la frontière
- Installer sur l'ensemble du territoire cantonal des bornes de recharge pour les voitures électriques et faire payer un abonnement aux usagers.
- Stopper l'extension des lignes de tram
- Réaliser la traversée de la rade en construisant un tunnel autoroutier sous-lacustre reliant le Vengeron au quai de Coligny
- Construire un métro pour les habitants de Genève
- Dénoncer le CEVA
- Faire enlever tous les bateaux sur le sol qui bouchent la vue sur le quai des Eaux-Vives
- Taxer les véhicules les plus polluants
- Amender les propriétaires de chiens qui ne ramassent pas leurs excréments
- Cesser de bétonner et de construire pour engor-

- ger Genève, trop de nuisances, de pollution, de population
- Développer les pistes cyclables
- Autoriser la circulation des véhicules motorisés sur les voies de bus
- Délocaliser une partie du trafic aéroportuaire (dans la région de Bellegarde par exemple) et conserver à Genève uniquement les vols diplomatiques et longs courriers
- Favoriser les énergies renouvelables
- Installer plus de bancs publics sur les quais et les bords du lac pour les personnes âgées
- Conserver les terrains agricoles du canton en aidant les agriculteurs et en valorisant leur métier et leurs produits
- Faire une campagne de sensibilisation pour les personnes qui jettent des objets, mégots par terre, dans le lac et le Rhône, qui crachent dans la rue et qui se promènent avec la musique à fond
- Créer plus de parcs pour chien
- Raccourcir la durée des travaux et des chantiers qui créent des bouchons sur les routes.

«Séparer Genève de la Confédération»

- Organiser un référendum pour séparer Genève de la Confédération
- Moins de blabla des politiciens pour se faire élire, car une fois élus, rien ne change
- Accueillir plus de requérants d'asile et leur donner une bonne instruction afin qu'ils soient sensibles à l'avenir de leur pays d'accueil
- Limiter le bruit de grincement des trams dans les virages/obliger les TPG à respecter les lois en matière d'émissions sonores
- Indiquer les numéros de plaques minéralogiques sur les macarons des personnes handicapées ayant un véhicule
- Améliorer le concept télévisuel actuel pour qu'il ne se résume plus à une plateforme publicitaire/réduire le temps de programmation quotidienne matin

et soir

- Limiter à 50'000 le nombre de logements prévus dans le plan directeur cantonal 2030
- Gratuité des transports pour les rentiers AVS/AI
- Enlever systématiquement les épaves de vélos sans roue, sans selle, sans chaîne et ceux qui sont attachés aux rampes des escaliers de la Gare Cornavin

«Transformer le CEVA en galeries marchandes»

- Diminuer les retraites des anciens magistrats du Conseil d'Etat/Conseil administratif
- Changer la mentalité des gens
- Nettoyer régulièrement les tissus des sièges des trams TPG
- Doubler le prix des contraventions pour les véhicules immatriculés hors du canton
- Attaquer en justice les émissions TV lorsque l'objectivité et la neutralité ne sont pas respectées, jusqu'au rétablissement de la vérité
- Stériliser obligatoirement tous les chats (protection des oiseaux)
- Faire preuve de plus de politesse lors des interventions des députés au Grand conseil
- Informer les citoyens des avantages dont bénéficient les policiers : primes d'assurance maladie payée à vie, habits, chemises, etc.
- N'accueillir que les femmes et les enfants réfugiés et renvoyer les hommes défendre leur pays.
- Demander à l'Arabie Saoudite, qui partage plus de traits avec certains réfugiés (langue, religion, culture, etc.) et qui participe aux conflits en finançant les djihadistes d'accueillir plus de migrants sur son sol en leur faisant profiter de sa richesse.
- Annuler la Fête de l'Escalade, au motif que les savoyards et les français ont finalement conquis Genève.
- Faire stopper le chantier du CEVA et transformer les tunnels déjà percés en galeries marchandes souterraines.

Je veux devenir: membre du MCG

Prénom:..... Nom:

Rue + No :

Code postal:..... Commune:.....

E-mail:

No de tél.:

Profession:Signature:

A retourner à: MCG case postale 155, 1211 Genève 13
info@mcge.ch - ccp 17-196320-4

Rejoignez le MCG !



Le PINOCCHIO genevois est décerné à... **Serge Dal Busco**



Le nez en bois de Pinocchio...
et la langue de bois de Dal Busco.

**Office des
poursuites**

Suite au scandale, concernant la mauvaise gestion de l'Office des poursuites et son petchi informatique, Serge Dal Busco a communiqué sur le Rapport sévère de la Commission de contrôle de gestion du Grand Conseil de la sorte: «**Le Département des finances rejoint globalement les conclusions du rapport, mais il déplore son manque de rigueur et de méthode.**»

On croit rêver à la lecture de ce communiqué. En effet, comment peut-on rejoindre les conclusions d'un rapport, que l'on estime manquer de rigueur et de méthode?

Sa réponse est un échappatoire à une vérité et, avant de jouer le moraliste par rapport à la Commission de contrôle de gestion, il ferait mieux d'avoir un peu plus de méthode et de rigueur dans ses services.

Stop à l'immigration incontrôlée

Le MCG soutiendra l'initiative pour supprimer l'accord européen sur la libre-circulation des personnes, qui est conçu en défaveur de la Suisse et manque de bon sens.

Le MCG s'est rendu à l'Assemblée de l'ASIN (Action pour une Suisse indépendante et neutre) à Berne dans le courant du mois de mai 2017.

Lors de cette assemblée, cette association forte d'environ 50'000 membres a décidé de lancer une initiative pour mettre fin à la libre-circulation des personnes et ainsi rompre l'accord bilatéral entre la Suisse et l'Union européenne à ce sujet.

Détérioration des conditions de travail

Signé en 1999, cet accord a été signé avec 6 autres, lesquels sont rentrés en application au début des années 2000. Cela a largement contribué à détériorer les conditions de travail autant pour les citoyens suisses que pour les personnes d'origine étrangère déjà établies dans notre pays. Depuis, nous connaissons le dumping salarial, le chômage. Pour

nos jeunes, les perspectives d'avenir sont nettement plus sombres que par le passé en raison d'un afflux massif de frontaliers.



Enfin un vrai débat

A chaque fois que l'on parle de suppression de cet accord sur la libre-circulation des personnes, certains milieux économiques et partis politiques pro-européens crient au loup, prétendant que notre qualité de vie allait s'effondrer en cas d'acceptation de cette suppression. Ce qui est totalement faux.

Nous nous réjouissons d'ores et déjà du débat démocratique qui aura lieu. Nous pourrions ainsi démontrer que les pays européens sont largement gagnants, contrairement à la Suisse, et n'ont aucun intérêt à rompre l'ensemble des accords bilatéraux à titre de représailles.

Lancement d'une initiative pour changer l'assurance-maladie

Maîtriser les coûts et contrôler les primes

Par
Mauro POGGIA
conseiller d'Etat
MCG



Année après année, nos primes augmentent et toute tentative cantonale de mettre en place un contrôle minutieux des mouvements de fonds au sein de nos assureurs se heurte à un prétendu "secret des affaires", qui n'a pas sa place dans une assurance sociale.

Alors que la LAMal a fêté son 20ème anniversaire l'année dernière, aucune majorité n'a jamais pu être trouvée au Parlement fédéral ne serait-ce que pour attribuer les réserves constituées par les primes d'un canton aux assurés de ce même canton. Entre dogmatisme écervelé et intérêts privés avoués ou occultes, une majorité de nos parlementaires persiste à considérer que notre santé serait un marché comme les autres et que sa régulation doit se faire par une pseudo concurrence.

Il est temps que cela cesse!



La situation actuelle n'est plus tolérable

Bientôt un résident genevois sur quatre recevra une aide de l'Etat pour payer totalement ou partiellement ses primes. Les sommes investies dans ce soutien nécessaire sont déjà supérieures à ce que le canton verse au titre de l'aide sociale aux plus démunis.

Laisser la fixation des primes aux assureurs et leur contrôle à un Office fédéral débordé n'est plus tolérable. C'est la raison pour laquelle le MCG présentera sur ses stands, à la signature des Genevoises

et des Genevois, dès la rentrée de septembre, aussitôt après sa publication dans la Feuille d'avis officielle, une initiative fédérale demandant que les cantons qui en décident ainsi puissent créer une caisse de compensation cantonale chargée de la fixation des primes, en toute transparence et légitimité démocratique (voir texte provisoire encadré)

Simultanément, sera lancée une initiative demandant que les liens indécents entre les parlementaires fédéraux et les assureurs maladie de base soient interdits.

Mais fixer des primes justes et adéquates ne dispense pas d'agir pour maîtriser les coûts de la santé, qui ne cessent d'augmenter avec le vieillissement de la population et l'accroissement de maladies chroniques ou complexes. C'est pour cela également que l'ensemble des partenaires genevois de la santé doivent pouvoir, sur une base volontaire, explorer des voies innovantes de prise en charge et de rémunération, que l'inertie fédérale rend illusoirs. L'initiative fédérale proposée le permettra également.

Le MCG se bat pour vous. Soutenez-le!

Projet d'initiative populaire fédérale

« Assurance-maladie. Pour une liberté d'organisation des cantons »

La Constitution est modifiée comme suit :

Art. 117, al. 3 à 5

3 Les cantons peuvent créer, par voie législative, une institution cantonale ou intercantonale chargée d'accomplir les tâches suivantes dans le cadre de l'assurance obligatoire des soins :

- fixer et percevoir les primes;
- financer les coûts à la charge de l'assurance obligatoire des soins;
- acheter et contrôler les tâches administratives déléguées aux assureurs autorisés à pratiquer l'assurance obligatoire des soins;
- négocier avec les fournisseurs de prestations exerçant sur leur territoire des conventions

portant sur les valeurs et structures tarifaires ou sur des adaptations des structures tarifaires nationales, sous réserve d'approbation par l'autorité cantonale;

e. contribuer au financement de programmes de prévention et de promotion de la santé.

4 Ils sont garants de l'indépendance de l'institution cantonale ou intercantonale et la dotent d'un organe de direction où les fournisseurs de prestations et les assurés notamment doivent être représentés.

5 Ils sont garants du financement et du fonctionnement de l'institution, ainsi que de l'exécution des tâches administratives au sens de l'al. 3, let. c.